Sami Bouarfa, Marcel Kuper, Abdelhafid Debbarh (éditeurs scientifiques) 2007. L'avenir de l'agriculture irriguée en Méditerranée. Nouveaux arrangements institutionnels pour une gestion de la demande en eau. Actes du séminaire Wademed, Cahors, France, 6-7 novembre 2006. Cirad, Montpellier, France

Quelques déterminants de la demande en eau future avec des exemples sur deux bassins sensibles : Adour-Garonne (France) et Oum Er Rbia (Maroc)

Henri TARDIEU

Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne

Quelle pourrait être la demande en eau pour l'agriculture irriguée dans la prochaine décennie ? Dans les bassins à ressource en eau limitée où la gestion de la demande est devenue une réalité quotidienne, cette question de la demande future est évidemment essentielle, autant pour engager ou poursuivre la réforme des institutions en introduisant la relation service-clients que pour définir une nouvelle politique de développement de la ressource quand c'est nécessaire.

Notre expérience ancienne acquise dans le bassin Adour-Garonne, notamment sur le système Neste, et notre partenariat plus récent avec l'Agence de bassin hydraulique de l'Oum Er Rbia permettent de suggérer l'importance de trois déterminants de la demande en eau future dans ces bassins à ressource limitée. En Adour-Garonne, des réservoirs nouveaux sont en débat alors que la qualité de la gestion opérationnelle est désormais assurée ; dans le bassin de l'Oum Er Rbia, où la création de ressource interne est parvenue à son terme (un transfert du nord est néanmoins possible), les questions institutionnelles de l'agriculture irriguée et la gestion opérationnelle sont en revanche centrales.

La question de la politique agricole

En Adour-Garonne, certains considèrent que la PAC a incité à l'irrigation, notamment du maïs, et que la réforme en cours (2006) devrait suffire à réduire la demande en eau. On verra à partir d'un modèle économique simulant les nouvelles règles de la PAC sur 260 000 ha irrigués en Midi-Pyrénées que, si les surfaces irriguées (moins intensément irriguées depuis la réforme de la PAC en 1992) auraient tendance à diminuer, la demande en volume devrait rester stable. Les tests de sensibilité sur le modèle montrent l'importance des prix des cultures irriguées et des prix comparés avec les cultures sèches. Par comparaison, on s'interrogera sur l'avenir des céréales irriguées après la réforme du soutien des prix au Maroc. Dans les deux cas, les prix de marché deviennent les déterminants essentiels de la demande en eau.

La question des biocarburants

Après une phase d'agriculture largement administrée au Maroc, mais aussi en France, qui permettait d'apprécier assez facilement la demande en eau, il convient aujourd'hui de s'interroger plus nettement sur l'avenir du marché. En France, comme en 2003, le prix de marché des céréales en 2006 est à nouveau en croissance forte. Il ne semble pas que ce soit en Europe causé par la pression des

biocarburants comme pour les oléagineux, mais plutôt lié à des phénomènes climatiques régionaux. On explorera ici quelques éléments de la filière bioéthanol pour imaginer les scénarios de développement qui influenceraient durablement les prix de marché des céréales, et auraient ainsi une incidence importante sur le comportement des irrigants et la demande en eau.

La question hydrologique liée au changement climatique

La compétition entre l'eau pour l'agriculture et l'eau pour l'environnement se traduit en France par une tension pendant la période d'étiage. Après une étude spécifique du CNRM (Météo France), il est maintenant admis en Adour-Garonne que le changement climatique devrait induire une diminution de 10 % des débits d'étiage, due en particulier à un basculement du régime nival vers un régime pluvial sur les cours d'eau pyrénéens, avec une plus grande précocité des étiages. L'équilibre besoin-ressource dans nos bassins devra tenir compte de cet élément. En revanche, on ne voit pas apparaître en Adour-Garonne de différence significative sur les écoulements annuels, à l'inverse du constat inquiétant sur l'hydrologie du bassin de l'Oum Er Rbia : de 4,1 milliards de m^3 au cours de la période 1941-1979, la ressource annuelle du bassin a baissé à 2,5 milliards de m^3 sur la période 1980-2000. Ce constat conduit les autorités marocaines à une révision drastique des allocations et à la recherche d'une utilisation plus efficace de l'eau grâce à l'introduction dans les modèles de données sur la valeur économique de l'eau. Cela conduit aussi au gel des nouveaux projets de périmètres irrigués.

Ces trois éléments vont modifier les termes du débat sur l'agriculture irriguée et sur le développement de la ressource adapté à la demande en eau. Pour autant, la différence entre « demande » en eau et « besoin » en eau tient à la prise en compte difficile des éléments sociaux et même psychologiques qui peuvent conduire les acteurs à des comportements paraissant peu cohérents en regard des critères technico-économiques. C'est particulièrement le cas en France, aujourd'hui, pour les agriculteurs irrigants perturbés par les critiques de la société. Au Maroc, c'est peut-être le difficile passage, pour les agriculteurs, d'un encadrement administratif rapproché à de nouvelles libertés pas toujours bien comprises.